AUDITORES
INSTITUTO DE CENSORES JURADOS DE CUENTAS DE ESPAÑA

International Affairs

Nº 03 - JUIN 2022

AUDIT

Projet de réforme de la réglementation en matière d'audit

Dans le cadre des projets lancés pour collecter des informations sur certaines propositions suggérées dans la consultation, l'Accountancy Europe a publié les documents suivants :

- Document sur les services qui ne sont pas un audit (NAS) Non Audit Services: Streamlining European Countries' Audit Rules
- Document sur la rotation obligatoire des compagnies Mandatory Rotation of Auditors: Streamlining European Audit Rules

Les deux documents sont extraits de ceux déjà publiés sur la transposition de la directive et le règlement d'audit 2014.

Audit des entités moins complexes

IFAC a publié un document avec les conclusions de la réunion de Paris sur ce sujet. 33 pays y ont assisté. Les réponses à l'avant-projet ont été analysées lors de la réunion du mois de juin de l'IESBA. Les informations sont désormais disponibles et révèlent que, même si cela n'était pas demandé dans la consultation, la plupart des pays ayant répondu ont indiqué leur soutien (ou pas) à la proposition d'une norme séparée. Parmi ceux qui ne donnaient pas leur soutien, deux membres du Monitoring Group ; PAO ; National Standard Setters, régulateurs et compagnies. Ceux qui ont soutenu la norme étaient majoritairement des pays avec une proportion élevée d'audits LCE (y compris la Fédération Nordique, l'Allemagne et la France).

Sanctions contre la Russie

Le 6ème train de sanctions à l'encontre de la Russie pour son agression contre l'Ukraine a été publiée au JOUE. En plus d'élargir la liste des personnes et des entreprises sanctionnées, l'UE a accordé des restrictions à l'importation de pétrole ou à certains moyens de communication, ainsi que l'interdiction de prêter certains services (y compris d'audit et de comptabilité) au gouvernement russe et aux entités établies en Russie (qui ne soient pas de capital de l'UE). La Commission a publié un document de questions et réponses sur l'application de ces mesures, qui est mis à jour constamment. Pour sa part, ESMA a rendu public un document concernant les implications de l'invasion de l'Ukraine par la Russie (lien) préalable à ce nouveau train de mesures.
Le site Web d'Accountancy Europe publie un commentaire concernant les effets sur le travail de l'auditeur et ESMA a publié une mise à jour de son évaluation des risques, qui comprend également l'impact de l'invasion de l'Ukraine sur les marchés financiers.

Nouveautés dans d'autres pays

UK
Le BEIS (département des Affaires, de l'Énergie et des Stratégies industrielles) a rendu public le rapport avec les conclusions et les réponses à la consultation « Restoring trust in audit and corporate governance » du mois de mars 2021 (site Web de la consultation). Certains médias ont relayé les propositions, qu'ils jugent moins ambitieuses de ce qui était espéré.

Autres documents utiles

IESBA

- Document d'information sur la définition d'équipe de la commande.
- Matériel sur le lien entre NIA 240 et les autres normes.

AUTRES

- Rapport du **FRC** sur les inspections et les améliorations pratiques.
- Lettre du FRC aux experts actuaires qui conseillent les auditeurs sur les aspects détectés lors des inspections.

INFORMATION CORPORATIVE

Nouveautés dans le déroulement de la procédure de la Proposition de directive sur la divulgation des informations en matière de durabilité COM (2021) 189

Mardi dernier, le Conseil européen, le Parlement et la Commission sont parvenus à un accord politique sur cette directive. Cet accord met fin aux trialogues qui ont occupé une grande partie de la négociation, puisque les positions sur certains aspects comme la portée ou la prestation des services de vérification étaient très divisées.

Les communiqués de presse du Conseil, du Parlement et de la Commission ne contiennent pas les détails des accords conclus, et il faudra donc attendre la publication du texte qui devra être approuvé par l'assemblée plénière du Parlement et par le Conseil avant sa publication au JOUE.

En matière de normes d'information sur la durabilité

EFRAG s'efforce de respecter la date limite marquée par la proposition de directive sur la divulgation d'informations en matière de durabilité pour publier les normes (lien au projet d'EFRAG) qui doivent régir la publication d'informations en matière de durabilité. Cela se traduit par :

- La publication d'une offre publique pour aider EFRAG à évaluer les réponses reçues à ses avant-projets de norme (lien).
- La demande de candidats pour participer aux ateliers de travail, pour donner le premier input sur les normes sectorielles et de PME (lien).
- L'organisation de séances de formation sur les propositions publiées.
- La demande de candidats pour le sustainability Board, notamment des PME (lien).

Autres documents utiles

ESMA émet des recommandations sur les informations à révéler pour l'impact espéré de l'adoption de la NIIF 1717 (assurances).

ESMA rappelle les principales obligations des émetteurs, en rapport avec la Guerre en Ukraine.

Lettre d'**EFRAG** à IFRIC sur son interprétation de l'IFRS 17 (assurances).

AUTRES SUJETS

Obligations vertes ((COM (2021) 391) : présentation du document à trois colonnes pour ouvrir les trialogues sur la proposition de règlement sur les obligations vertes. Parmi les questions débattues, se trouve la capacité de l'auditeur de l'entité à prêter des services de vérification liés à l'émission de ce type d'obligations.

Blanchiment de capitaux (COM (2021) 0420) : présentation du résumé des travaux des groupes du Conseil pendant la présidence française. La partie relative au règlement applicable au secteur privé est transférée à la prochaine présidence (République tchèque), même si les bases sur les éléments fondamentaux ont été posées. La proposition de règlement (applicable sans besoin de transposition) est comprise dans le train de mesures sur la prévention du blanchiment de capitaux visant à établir un règlement unique et à améliorer la coopération entre les autorités de supervision, entre autres.

Loi sur les services numériques : publication du texte de l'accord auquel sont parvenus le Conseil et le Parlement sur ce dossier, qui confirme les termes indiqués dans le précédent numéro de l'International Affairs (mai 2022), qui indique l'approbation que les auditeurs qui vérifient les obligations relatives à la transparence dans les grandes plateformes ne doivent présenter aucun conflit d'intérêt, ne peuvent avoir prêté des services autres que l'audit au cours des 12 derniers mois, ne peuvent réaliser ce type de services au cours des 12 mois suivants et ne peuvent prêter leurs services d'assurance à la plateforme pendant plus de 10 ans. Les textes doivent recevoir l'approbation formelle du Conseil et du Parlement avant d'être publié au JOUE et entreront en vigueur 20 jours après leur publication. Les exigences, quant à elles, seront applicables 15 mois plus tard.

Conseil fiscal : publication dans le portail des initiatives de la Commission de l'annonce de l'intention de la CE de réguler l'**activité de conseil fiscal**. L'annonce a été réalisée pendant une audience de la Commission Parlementaire FISC. D'après ce qui est indiqué, l'initiative a pour objet d'intensifier la lutte contre l'évasion fiscale et la planification fiscale agressive, en établissant des normes applicables aux professionnelles qui créent ces structures.

Proposition de directive sur le devoir de vigilance (COM (2022)71) : AcE a envoyé une lettre de commentaires relative à la proposition de la Commission sur le devoir de vigilance. La proposition a reçu 288 commentaires, soit un nombre important d'autant plus qu'il ne s'agissait pas d'une consultation, mais d'une proposition de norme. Les pays qui ont présenté le plus grand nombre de contributions sont la France et l'Allemagne.

Autres documents et liens utiles

- **JOUE :** correction d'erreurs de la directive sur la divulgation d'informations relatives à l'impôt des sociétés par certaines entreprises et succursales, qui affecte la version espagnole.
- Évènements organisés par **Accountancy Europe** :

- Sustainability assurance under the CSRD: practical implications 22 juin (lien)
- ESG Governance: the role of audit committees 20 juin (lien)

Bulletin numérique élaboré par l'Instituto de Censores Jurados de Cuentas de España

www.icjce.es

Demander la résiliation

Cet e-mail et les documents joints s'adressent exclusivement aux destinataires indiqués. L'information contenue peut être CONFIDENTIELLE et/ou être PROTÉGÉE PAR LA LOI, et elle ne représente pas nécessairement l'avis de l'ICJCE. Si vous avez reçu cet e-mail par ERREUR, merci de le communiquer immédiatement à l'expéditeur et de l'ÉLIMINER, car VOUS N'ÊTES PAS AUTORISÉ à l'utiliser, révéler, distribuer, imprimer ou copier une partie ou la totalité des informations qu'il contient. Merci.